

REPORTAGE

# Echange toit au village contre école locale

Par Mathilde Frénois, Envoyée spéciale à Ascros (Alpes-Maritimes)

(<https://www.liberation.fr/auteur/15344-mathilde-freois>) — 2 janvier 2020 à 19:11



A Ascros, fin décembre, là où s'est installée la famille Jaeck après avoir vécu à Nice. Photo Laurent Carré pour Libération

En leur proposant des logements à prix modestes, la commune d'Ascros, dans l'arrière-pays niçois, a fait venir des familles avec enfants. Une initiative parmi d'autres pour contrecarrer la fermeture des classes en zone rurale.

Ce jeudi de décembre dans la maison des Jaeck, c'est l'effervescence. Il n'est pas 8 heures et les trois enfants sont déjà tirés à quatre épingles. Estelle, Madison et Amadeo ont enfilé la même chemisette à carreaux rouge et noir. La boîte de chocolats pour la maîtresse est emballée et les chansons de Noël connues sur le bout des doigts. Ce soir, c'est le spectacle de fin d'année de l'école d'Ascros pour les petits de 3, 5 et 6 ans. Une fête qui a failli ne pas avoir lieu dans ce petit village de l'arrière-pays niçois. Sans la fratrie Jaeck, l'école aurait dû fermer à la rentrée 2019. Mais d'autres établissements n'échappent pas à ce triste sort : cette année en France, 63 écoles en zone rurale ont fermé *«dans un contexte de baisse démographique persistant dans les territoires les plus éloignés»*, indique l'Education nationale. Pour faire revenir les enfants et continuer d'entendre leurs cris dans la cour d'école, des maires regorgent d'imagination et de pugnacité. *«L'école était dans le collimateur de l'inspection académique, raconte le maire d'Ascros, Vincent Giobergia. On était prévenus : le chiffre magique pour rester ouvert à la rentrée 2019, c'était douze. On était onze.»* Alors l'élu LR propose trois logements communaux à la location : deux appartements de trois pièces à 200 euros par mois et un deux pièces à 150 euros. Des prix imbattables dans les Alpes-Maritimes. Objectif : attirer des parents et leurs enfants. *«Avoir de jeunes actifs stabilise une population, explique le maire. Ça maintient un lien très fort entre toutes les générations.»*



*Estelle, Madison et Amadeo Jaeck arrivent à l'école, le 19 décembre. Photo Laurent Carré pour Libération*

---

Grâce à ce dispositif, trois familles se sont installées et cinq nouveaux enfants ont fait leur rentrée à l'école en septembre. *«On compte 18 élèves. Pour le moment, on n'est plus menacés, dit Vincent Giobergia. Mais un village, c'est un feu. Tout pôle d'activité est une petite flamme qu'il faut entretenir : l'école, le commerce, l'artisanat. Dès qu'on en éteint une, il faut rallumer les autres. Dès qu'une se dynamise, c'est un coup de chalumeau sur les autres.»* L'école est le lance-flammes d'Ascros. A plus de 1 000 mètres d'altitude, au bout d'une route tortueuse à 60 km de Nice, ses 160 habitants peuvent aussi bénéficier de cours de sport pour les seniors, de deux restaurants et d'une épicerie en reprise. Sans école, ces activités auraient sûrement disparu.

L'académie de Nice (qui regroupe les Alpes-Maritimes et le Var), compte vingt classes en zone rurale. *«C'est une académie de terres de contrastes, comprenant des zones rurales ou de montagnes isolées, des villes moyennes éloignées des grands centres urbains et un littoral fortement urbanisé, détaille le recteur de l'académie de Nice, Richard Laganier. Et ce sont bien toutes ces caractéristiques qui doivent être prises en compte pour penser un équilibre territorial.»* Aucun établissement n'a fermé dans le secteur. Mi-2019, Emmanuel Macron promettait *«de ne fermer aucune école sans l'accord du maire»* jusqu'à la fin de son quinquennat. *«Ça ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de regroupements de classes. Mais ces modifications que l'on peut opérer dans l'organisation de nos écoles ne se font jamais sans l'accord du maire, précise Richard Laganier. Moi-même je viens du monde rural, et j'étais en classe unique. L'école, c'est un peu l'âme du village.»*

## **Pédagogie alternative**

Il y a exactement un an, Bruno et Roxane Jaeck vivaient en centre-ville de Nice. Lui au chômage, elle salariée à mi-temps. Avec leurs trois enfants, ils étaient hébergés chez la grand-mère de Roxane. *«C'est elle qui a vu l'annonce dans le journal, se remémore Roxane dont les demandes de logements sociaux sont restées sans réponse. On voulait partir de Nice mais on s'orientait plutôt vers la Seine-et-Marne. Ça s'est joué à pas grand-chose.»* Le couple en a assez de la ville, de ses voitures et de la pollution. Ils montent visiter Ascros. *«Je n'avais jamais entendu parler de ce village. Quand on est venus pour la première fois, je me suis dit "où on va ?" se souvient Bruno. Comme je suis un peu tête de mule, on a continué et on est venus visiter.»* Hasard : le grand-père de Roxane jouait régulièrement du saxo lors des festins à Ascros. Un coup du sort comme un coup de pouce. Le couple candidate par mail et dépose un CV. Leur demande est acceptée. Le 1<sup>er</sup> juillet, la famille emménage à Ascros.



*La famille a «trois chats et un chien» depuis qu'elle a déménagé à Ascros. Photo Laurent Carré pour Libération*

Depuis, ils habitent dans l'ancienne école, un trois pièces de 60 mètres carrés rénové mais un peu encombré. Il y a les jeux des enfants, les sacs de vêtements, la cage du lapin. Surtout, une fenêtre qui donne sur le jardin et la vue sur les montagnes enneigées. *«J'ai compté, on est sous le seuil de pauvreté. Si on additionne le loyer, l'électricité, les frais d'essence, ça fait toujours moins cher qu'un loyer en ville, estime Bruno. Le jardin, la piscine et le barbecue, c'était impossible à Nice. Avant, on n'avait pas d'animaux à part notre lapin Picotin. Maintenant on a trois chats et un chien.»* Ce n'est pas le seul changement. Les Jaeck ont aussi investi dans des combinaisons de ski pour les enfants et des chaînes pour la voiture. *«Il faut tous ces équipements, dit Bruno. Ici, quand il y a de la neige, c'est la patinoire.»*

A 700 km de là, à Blanquefort-sur-Briolance, dans le Lot-et-Garonne, une autre maire s'est battue pour sauver son école. En 2016, Sophie Gargowitsch apprend qu'une classe doit fermer, l'effectif étant tombé à 55 élèves. Pour maintenir son troisième enseignant en poste, l'élue sans étiquette fait entrer une pédagogie alternative dans son établissement. *«Montessori attire du monde mais d'habitude, c'est dans le privé, explique-t-elle. Ici, on a ouvert la première école Montessori dans le public.»* Les enseignants acceptent de s'adapter, changent leurs programmes. Deux ans plus tard, c'est le succès dans ce village rural de 470 habitants : une quatrième classe est même créée. *«On n'avait pas mesuré l'impact. Des gens ont déménagé pour venir exprès à l'école, dit-elle. Aujourd'hui, on a 90 élèves.»* La promesse de Macron de ne pas fermer d'école sans l'avis du maire n'est pas une avancée, selon Sophie Gargowitsch : *«C'est du foutage de gueule. Si on n'a plus de gamins, on ne pourra pas ouvrir l'école, fait-elle remarquer. On n'a pas d'aides pour attirer des gens et maintenir l'école, tout est à la charge de la collectivité. C'est trop facile.»* Vincent Giobergia ne croit pas non plus à cet «effet d'annonce» : *«Pour que l'école soit pérenne, il faut viser sur le moyen terme. L'Etat se décharge sur les épaules des maires. Nous, on n'a pas les moyens d'inciter les gens à faire des enfants et à créer des emplois près de notre village.»*

---

### **«Notre village n'avait plus d'avenir»**

Du côté de l'académie de Nice, on regorge d'idées. *«On peut jouer sur des innovations. Par exemple, proposer des programmes autour de l'école numérique. C'est un moyen pour que des familles ne tournent pas le dos à des établissements, même dans des territoires isolés, propose le recteur Richard Laganier. On peut aussi mettre en place un plan bibliothèque. L'école devient alors un lieu vivant où l'ensemble du village peut se retrouver autour du projet culturel.»* Et si Emmanuel Macron promet de ne pas supprimer d'école, les fermetures de classes sont toujours du ressort des rectorats.

Perdre ses classes petit à petit, c'est l'angoisse des responsables locaux. Alors Michel Teyssedou est terre à terre. En plein cœur du Cantal, le maire divers droite de Parlan a vendu 20 lots de parcelles à 5 euros. Objectif : accueillir de jeunes couples. Ces primo-accédants ont l'obligation de construire sur ce terrain et de rester dix ans sur la commune. C'est ainsi que Michel Teyssedou a gonflé les rangs de son école. *«Entre 2010 et aujourd'hui, on est passés de 280 à 500 habitants. Et de 30 à 48 élèves. On a gardé nos trois classes qui étaient menacées, compte-t-il. L'école, c'est le ciment de la République. Sans les jeunes, notre village n'avait plus d'avenir.»* Pour les communes sans moyens, il reste le buzz. A Montereau, dans le Loiret, le maire Jean Debouzy a pris un arrêté pour distribuer du Viagra. *«Ça a attiré six télés étrangères dont une brésilienne. On a même été jusqu'à New York, vante*

l'élus divers droite, pas peu fier de son coup de com. *On s'est fait connaître. Maintenant, il ne se passe pas une semaine sans qu'une personne téléphone à la mairie pour demander des renseignements pour louer ou acheter une maison.*» L'an dernier, l'inspection académique voulait supprimer la quatrième classe de l'école. En vain. *«Nous avons douze enfants de plus que l'année dernière, se réjouit-il. Je ne sais pas si mon Viagra a eu de l'effet, mais j'ai eu onze naissances dans ma commune, zéro dans le village d'à côté. Et plusieurs femmes sont enceintes.»*

### **«D'accord avec les manifestants»**

Retour à Ascros. Le bus scolaire passe devant la maison des Jaeck. Le chauffeur klaxonne. *«Ça, ça veut dire qu'on sera en retard»*, prévient Roxane qui presse toute la famille. Elle s'engouffre avec enfants et cartables dans leur van. Au volant, Bruno fait aussi guide animalier. Une buse sur l'arbre, le coin champignon dans le virage et les sangliers *«qui traversent souvent»*. Deux virages en épingle plus tard, la petite troupe arrive à l'école.

A 28 ans, Roxane vient d'être embauchée trois heures par semaine pour des petits travaux dans le village. Elle nettoie la mairie, lave les toilettes publiques, prépare le chapiteau pour les fêtes, décore le sapin. Bruno est toujours au chômage, alors ça ne suffit pas. Deux fois par semaine, il conduit Roxane à Nice pour une journée de travail dans l'aide à la personne. Et le mercredi, il faut y retourner pour l'orthophoniste de l'aînée. *«J'aime conduire, ça ne me dérange pas de faire une heure vingt de trajet aller, une heure vingt au retour, explique le père de famille. Mais ça nous coûte 20 euros à chaque fois. Ça fait 230 euros par mois.»* Pendant le petit-déjeuner, la télé était branchée sur BFM. En plateau, un débat sur la grève. *«On est loin de tout ça, mais je suis d'accord avec les manifestants. On est avec eux, dit Bruno. Le gouvernement va annoncer quoi ? Qu'il revalorise de 10 euros les pensions ? Mais qu'est-ce qu'on fait avec 10 euros ? Nous, on va seulement à Nice. Il faudrait des aides pour le déplacement.»*

Les enfants sont rentrés en classe. Ils ont cours d'anglais ce matin-là. Ce n'est pas la première fois que le maire d'Ascros se bat pour son école. En 2003 déjà, Vincent Giobergia avait réussi à sauver son établissement en mettant en place un regroupement avec le village voisin de La Penne. Comme l'ont aussi fait les maires de Blanquefort-sur-

Briolance et de Montereau. Ce jeudi de décembre, Roxane aura fini de travailler à temps pour aller voir Estelle, Madison et Amadeo à leur spectacle de Noël. Ce sera à La Penne. Et l'année prochaine, Estelle entrera en CE1. Ce sera aussi à La Penne. Le regroupement comme autre solution pour sauver les petites écoles de village.

Mathilde Frénois Envoyée spéciale à Ascros (Alpes-Maritimes) (<https://www.liberation.fr/auteur/15344-mathilde-frenois>)